

SECTES ET LIBERTES PUBLIQUES

I - Qu'est-ce qu'une secte ?

II - Difficultés de la lutte contre les sectes.

La question :

A partir de quelle frontière peut-on considérer qu'un mouvement un groupe, est considéré comme inquiétant par la société et faut-il en protéger les membres eux-mêmes ?

Le problème des sectes est arrivé dans le champs social et politique :

- En décembre 2006 rapport d'enquête de la Commission Parlementaire sur l'influence des sectes sur les mineurs (cas d'une secte à cheval sur la frontière franco-espagnole, pour laquelle, la commission avait constaté que les enfants totalement retranchés du monde médiatique, ne connaissaient ni Zidane, ni Johnny Hallyday...).

- Relaxe, dans les années 1990 du chef d'orchestre Michel Tabachnik, suite au suicide collectif en décembre 1995. Avec la problématique de l'imputation de crime de suicide volontaire (avec deux balles tirées sur les victimes, dont les corps s'étaient disposés en cercle...).

- En 1978, au Guyana, suicide de 923 personnes, adhérentes au Temple du Peuple, dont le Gourou s'appelait Jim Jones.

Tous étaient américains, issus de la moyenne classe haute classe, avaient tous donné leurs biens au gourou, puis s'étaient « suicidés » en avalant un breuvage empoisonné...

- En 1995, dans le métro de Tokyo, la secte Aum, avait lancé du gaz sarin (gaz moutarde), suite à une maladresse, ils n'ont tué que 11 personnes. Alors que cet attentat aurait dû faire beaucoup plus de victimes...

- Affaire de l'OTS : 4 mars 1994 : suicide collectif, en Suisse et au Canada, suivi de l'assassinat - suicide de 16 autres personnes (dont des Vuarnet et des policiers), France.

L'opinion publique s'enflamme mais retombe ensuite assez progressivement...

Puis arrive la peopolisation des Raéliens, qui avaient « découvert le clonage humain », lançant la machine médiatique...

Autre exemple : condamnation des témoins de Jéhovah à verser 45 million de francs au Trésor Public français, pour fraude fiscale.

Décision judiciaire CA Versailles 28 Février 2002 : dans cette décision, les Témoins de J se sont vu refusé le statut d'association cultuelle plus favorable fiscalement que celui des associations simples...

Les religions offrent un certain nombre d'avantages par rapport aux autres formes sociales. Leur statut est donc particulièrement attractif.

Les mots de la racine « secte » ont porté depuis récemment une connotation négative, alors qu'avant les années 70, le mot secte ne visait que des mouvements « dissidents ».

Dans les années 70, on a vu éclore la secte Moon, particulièrement aux USA.

Leur image très négative fait qu'on s'est penché sur la question des sectes, afin d'évaluer l'ampleur et la dangerosité du phénomène : rapport Alain Vivien 1982-1983, évaluant à 200 à 400 000 personnes concernées par les sectes. Sans véritable problème d'OP majeur sauf pour les enfants.

Ce rapport poursuivant qu'il ne fallait pas prendre de mesure qui ne soit pas liberticide sauf pour les enfants.

« De toute façon on ne parvient pas à définir une secte ».

Donc pas de loi.

Rapport « Gest et Guyard » en 1995 les sectes en France, qui dresse une liste des mouvements ou association dont on peut estimer qu'elles sont des sectes : 172 associations.

L'intérêt est double : pas de condamnation possible des auteurs.

Comptabilisation des membres dont les témoins de J forment plus de la moitié.

Le rapport a été plus tendre que l'UNAFI et il fait encore autorité.

La méthode employée :

Pas de vision partisane dans la composition des membres de la Commission (ce qui est toujours d'actualité : les 2 députés les plus anti-secte sont l'un à droite et l'autre au PC).

Essentiellement appuyés sur l'approche des Renseignements Généraux.

Problématique de la comptabilisation ou non des enfants.

Problématique de la délocalisation des adeptes, pratiquée afin de déstabiliser les membres.

Les parlementaires se sont refusé à analyser le contenu même des discours.

Les critères retenus sont alternatifs :

- Déstabilisation mentale (faire perdre les repères à ses membres pour obtenir une adhésion au gourou).
- Cherté de l'adhésion (voir endettement des membres).
- Rupture induite avec l'environnement d'origine (classique chez les mouvements sectaires).
- Les atteintes à l'intégrité physique (problèmes de nourriture, de sommeil, certaines formes de violence : breuvages, alimentations, pratiques, curieuses).
- Embrigadement des enfants : les enfants restant sous la « pression », sous l'emprise du mouvement, sans socialisation ni accès dans des écoles classiques.
- Discours anti-social : les gens qui sont dans une secte s'estiment protégés d'un milieu extérieur agressif (paranoïa du discours).
- Trouble à l'ordre public, quand il y a non-respect des règles : non-paiement des impôts, pas de scolarisation des enfants, troubles alimentaires, atteintes aux voisinages.
- Démêlées judiciaires : certains de leurs membres peuvent avoir des pratiques illégales et se voir condamner (viols d'enfants des raéliens à Lyon dans les années 90, par exemple).
- Possible détournement des circuits économiques traditionnels : produits naturels avec souvent peu d'hygiène...
- Tentatives d'infiltration des pouvoirs publics : afin d'avoir la faveur de ceux-ci, ou pour le moins, leur neutralité : actions de lobbying (notamment depuis récemment et très activement auprès de l'Europe). Ex 1988, le numéro 5 de la liste aux élections européennes, FN était un membre de Moon.

La liste des mouvements a révélé des mouvements dont certains à forte notoriété :

Les Raéliens, les Témoins de Jéhovah, Eglise de Scientologie, Soka Gaaïa (d'origine japonaise, reconnue et autorisée comme parti Politique au Japon), le Grand Logis, la Voie Internationale, le Suicide des Rives, Eglise de Philosophie Luciférienne, le Club des Sur-Hommes, la Nouvelle Ere, Lumière Dorée, Savoir Changer Maintenant, L'Eglise à Paris, l'Institut Théologique de Nîmes, l'Association pour l'unification du Christianisme Mondial (Secte Moon)...

On trouve des sectes « artisanales », des « PME » (plusieurs centaines), des sectes « internationales » (plusieurs milliers de personnes).

Cette évaluation était assez nouvelle et précise. Mais ne visait pas à créer de loi : nécessité d'évaluer la dangerosité des sectes, qui pouvait heurter les libertés fondamentales : liberté d'association, liberté de penser, liberté de se réunir.

Rarement une secte n'a professé un programme heurtant les libertés.

Il s'en est suivi la création d'un observatoire Interministériel (4 personnes : structure administrative ultra légère).

Suite à l'affaire de l'OTS, on a créé la Commission parlementaire « les sectes et l'argent », qui révéla leur large puissance financière...

En 1998, a été créée la MILCS, dans une atmosphère de consensus général (dans la peur notamment des sectes dites « millénaristes », face à l'an 2000, et aussi le fait que M. Vivien, rendu disponible, présidait une association de lutte contre les sectes était prêt à animer cette mission interministérielle, comportant 24 personnes issues des différents ministères.).

Certains rapports ont été produits par la Commission, notamment en regard des pratiques développées dans les pays voisins. Révélant l'établissement de leurs bases dans les pays du Nord et de l'Est de l'Europe, mais ayant des objectifs sur la France.

Cette Mission a duré 5 ans.

Ses missions :

- Elle remettait un rapport au Premier Ministre chaque année.
- Elle identifiait les pratiques des sectes (assistances scolaires, aux malades en fin de vie, formation continue, etc.).
- Dénonçait des faits susceptibles d'être pénalement réprimés (les personnes de la secte ont beaucoup de mal à se considérer comme victimes, ce qui entraînerait pour elles une remise en cause de leur démarche). Cf affaire concernant des scientologues où les plaignants ont progressivement retiré leurs plaintes, car ils ont reçu des fonds de la secte.
- Visait à informer les agents publics sur les sectes.
- Participait aux travaux organisés au niveau des Organisations Internationales.

Elle aura permis de définir sociologiquement une secte :

Association de structure totalitaire déclarant ou non des objectifs religieux et dont le comportement porte atteinte aux droits de l'Homme.

Aujourd'hui, la MVILUD reprend les missions de l'ancienne Mission.

L'approche fraise laïque, respectueuse des libertés publiques est mal appréciée par certains pays, notamment les USA : permettant tout mouvement au titre des religions.

Les Raéliens y sont classés comme une « religion athée ».

On doit rappeler que les USA se sont construits avec des mouvements marginaux (Mormons par exemple : qui sont des protestants schismatiques d'Allemagne et des Pays-Bas).

Opposition des systèmes de polices différents : appréhender les mouvements sectaires par leur programme ou seulement par leurs effets négatifs.

Le système français se révèle assez performant.

Certaines administrations peuvent ainsi sanctionner en utilisant des procédures de droit commun.

Cas des procédures de recrutement : traitement informatique des données, qui a entraîné la sanction pénale de l'église de Scientologie.

Des crimes, actes de barbarie, provocations au suicide, coups et blessures volontaires ou involontaires, viols, agressions sexuelles corruption de mineurs, refus d'inscrire des mineurs dans un établissement scolaire, privation d'aliments ou de soins, incitation à la

mendicité, omission de porter secours, infractions au droit du travail, infractions contre les biens (abus de biens), infractions fiscales, consommation, concurrence, sécurité...

S'ajoute à cela le droit commun de l'enfance : l'art. 375 cciv. La sécurité physique ou morale, la santé, la moralité (difficile à évaluer : mais on peut y rattacher la prostitution), les conditions d'éducation de l'enfant se trouvent compromises.

Il n'y a pas de loi pénale spécifique pour les sectes.

Puis, on a créé le 12 juin 2001, loi tendant à renforcer la répression... Loi d'origine parlementaire « Abou-Picard », assez inattendue et bizarre, qui crée l'abus de confiance aggravé : la personne qui entre de son plein grès dans la secte et qui se fait alors manipuler, se voit protégée du fait du contexte. La faiblesse de cette victime se construit tout au long de sa sujétion à la secte :

Toute pers en état de sujétion physique ou psychologique résultant de l'exercice de pressions graves et réitérées... Pour conduire ce mineur à un acte qui lui sont gravement préjudiciables (REVOIR LE TEXTE). Utilisé pour la secte « Néofar » (Loire Atlantique) CA Rennes Juillet 2006.

Mais cette loi est générale, elle a été appliquée pour d'autres contextes que des contextes de sectes.

Cette loi élargissait la possibilité de sanctionner les personnes morales (cela avant la loi de 2005), mais sans effet véritable.

Cette loi fut beaucoup commentée négativement et, avec le recul, on peut douter de son utilité.

La loi a apporté une solution assez nouvelle : les associations ayant pour objet la lutte contre les sectes peuvent se porter parties civiles.

L'avenir des sectes : même si le terme est négativement connoté, les sectes ne sont pas en véritable déclin en France et de part le monde : le déclin des grandes idéologies laissant un certain vide.

Les sectes font du law market : utilisant et optimisant les différentes législations des pays où elles s'installent.

Elle sont souvent habiles et utilisent des people pour porter leur image (John Travolta, Tom Cruise, Sœurs Williams tenniswomen, professeurs de droit, écrivains, philosophes, etc.).